

intacte avec tous ses moyens d'action », à retenir autour de la place, à paralyser et à épuiser une nombreuse armée d'investissement, à menacer sans cesse les grandes communications de l'invasisseur, à se ruer enfin sur ses flancs et ses derrières pour changer sa retraite en déroute, s'il était refoulé par les armées de l'intérieur.

« En restant, au contraire, dans les lignes que nous occupons, a dit le général Soleille à Grimont, nous menaçons constamment les communications de l'armée ennemie, qui peut éprouver un échec et se trouver obligée de battre en retraite et de se replier sur sa ligne d'opérations.

« Nous pouvons changer en désastre un mouvement rétrograde des Prussiens.

« L'armée ne restera pas inactive pour cela; elle pourra faire de fréquentes pointes sur le périmètre des lignes ennemies, qui n'a pas moins de 50 kilomètres; elle frappera des coups sensibles, inquiétera l'ennemi et pourra même bouleverser ses travaux, couper ses convois et intercepter ses lignes de communication. »

A la vérité, si l'on se fût retrouvé sous Metz après avoir consommé dans une tentative de départ malheureuse la presque totalité des munitions existantes il n'eût plus été possible de jouer sur les communications de l'ennemi ce rôle actif et encore assez brillant qu'on allait faire miroiter aux yeux des principaux chefs de l'armée afin de les amener plus sûrement aux concessions décisives. Ceci prouve, non pas que les munitions étaient trop insuffisantes pour qu'on pût tenter de partir, mais uniquement qu'on songeait dès lors à les détourner de cette destination essentielle pour les réserver à l'exécution d'un autre plan absolument contraire à celui que les instructions du gouvernement imposaient au maréchal Bazaine, à tort ou à raison, mais qu'il avait librement accepté. Il se pouvait que le maréchal eût avoir d'excellents motifs pour sacrifier à ce nouveau plan le plan primitif sur l'exécution duquel la France comptait; il faut absolument rayer d'entre ces motifs la situation des approvisionnements, qui n'exigeait pas ce sacrifice.

Ainsi, que ces divers plans offrissent plus d'inconvénients que d'avantages ou inversement, qu'ils pussent être débattus, critiqués ou défendus par des arguments plus ou moins solides ou spécieux, là n'est plus actuellement la question, et une telle discussion n'aurait pas de place ici, où l'on se borne à constater cette conséquence, la seule visée.

La situation des munitions, très-satisfaisante le 26 août, se prêtait indifféremment à toutes les combinaisons sans en favoriser particulièrement aucune, et il n'existait alors nul prétexte plausible de mêler aux débats qui préparèrent les résolutions ultérieures la préoccupation de l'état des approvisionnements.

Le seul plan, véritablement insensé d'ailleurs, pour lequel les approvisionnements parussent in-

suffisants, eût consisté à se placer avec armes et bagages au milieu des armées ennemies, pour tenir la campagne et lutter contre elles jusqu'à l'épuisement: il me semble pourtant que M. le général Soleille n'en ait pas eu d'autre en vue; il n'envisage que cette hypothèse, et c'est pour arriver à établir l'insuffisance de ses ressources qu'il s'est attaché à combattre cette chimère.

Il y a réussi, et le projet de départ fut abandonné, principalement à cause d'une prétendue pénurie de munitions, qui se solde aujourd'hui par un avoir de 100,466 coups de canon en coffres montés sur roues et attelés. Pour faire accepter cette étrange solution, il dut recourir à un artifice de langage auquel l'attitude du maréchal ajoutait le caractère évident d'un effort concerté, puisque tous les deux ils savaient et savaient seuls l'exacte portée de la phrase qui désorienta tous les chefs de corps d'armée réunis à Grimont. Ceux-ci se rangèrent alors à l'avis du général, devenu le point de départ d'une situation nouvelle d'où disparaissaient complètement les instructions premières du gouvernement, et que le commandant de l'artillerie caractérisa lui-même ainsi:

« En restant au contraire dans les lignes que nous occupons, nous maintenons l'armée intacte, avec tous ses moyens d'action... Nous conservons au pays une garantie puissante dans tous les cas. »

Eh bien, puisque tels étaient au fond et le dernier mot de cette nouvelle situation, et le véritable sens du système recommandé par le général — ce que l'avenir, au surplus, a prouvé — l'information n'a rien de plus à objecter; il est incontestable, en effet, que le plus sûr moyen de n'être pas battu, c'est de ne pas se battre et qu'on ne saurait mieux conserver ses munitions qu'en ne s'en servant pas.

Mais le but que se proposait l'information est atteint et elle ne peut plus douter que le 26 août le général Soleille, d'accord avec le maréchal Bazaine, n'ait voulu tenter par une déclaration ambiguë d'exercer, au profit de son opinion personnelle, sur l'esprit de ses auditeurs de Grimont, une pression illicite.

RÉSUMÉ.

Il faut résumer et conclure:

Le 12 août, le maréchal Bazaine avait accepté la mission de conduire l'armée sur la Meuse.

Du 12 au 26 août, il s'efforça de paraître fidèle aux instructions qu'il avait reçues en ce sens du chef du gouvernement.

A quel moment précis abandonna-t-il le projet d'un départ définitif; songea-t-il même jamais à partir?

C'est un point que l'instruction éclaircit ailleurs; mais le 26 août ce projet était certainement condamné dans sa pensée. Sans jeter encore le mas-

que, il voulut préparer ses lieutenants à cette résolution, et ce fut dans ce but qu'il les réunit au château de Grimont.

Le maréchal, qui avait pu déjà constater l'accord de ses propres vues avec les idées du général Soleille, chargea cet officier général de développer à la conférence un plan d'opérations dont l'occupation de Metz était la base, et d'y rallier les principaux chefs de l'armée. Pour seconder les visées de son général en chef, le général Soleille, soit qu'il n'eût qu'une médiocre confiance dans la puissance de ses arguments, soit qu'il prévît de la part de ses auditeurs d'invincibles et honorables répugnances, ne recula pas devant le moins excusable des expédients: il altéra sciemment la vérité, par la révélation décourageante d'une détresse imaginaire il accabla ceux qu'il espérait peu convaincre; le maréchal, qui savait la vérité, se taisait. On crut le général et l'on opina comme il souhaitait, en répétant: Puisqu'il n'y a plus de munitions!... Il y avait en coffres 100,466 obus ou quatre fois la consommation de la bataille de Gravelotte.

CHAPITRE V

Résumé. — Conclusions.

L'information a répondu aux diverses questions qu'elle s'était posées au début de cette étude.

Première question. — De quelles munitions l'armée, réunie sur le plateau de Gravelotte, disposait-elle, le 16 août à minuit?

Il lui restait:

80,510 obus de 4 et de 12.

16,524,496 cartouches d'infanterie (modèle 1866).

L'armée trainait avec elle, le 16 août au matin:

432 pièces, approvisionnées en moyenne à 246 chacune.

L'approvisionnement était encore, le 16 au soir, de 186 obus par pièce ou plus de trois fois la consommation de la journée, en moyenne 60 obus par pièce.

L'approvisionnement en munitions d'infanterie, le 16 au matin, était de 17,524,496 cartouches, soit pour un effectif de:

121,000 combattants,

déduction faite des pertes subies à Borny (3,000 hommes d'infanterie environ); reste un approvisionnement moyen de 145 cartouches par homme.

Le soir, il restait encore, calculé sur un effectif réduit des pertes de la journée (15,000 combattants d'infanterie environ), soit 109,000 combattants, un approvisionnement de 151 cartouches par homme, ou plus de 16 fois, en moyenne, la consommation de la journée, au maximum 9 cartouches par homme, calculé sur l'effectif restant, c'est-à-dire sur l'effectif du minimum.

A quoi faut-il donc attribuer que les munitions

aient manqué le 18, sur quelques points du champ de bataille de Saint-Privat, car ce fait anormal a été observé, notamment au 6^e corps?

Si les munitions ont manqué quelque part, puisqu'il s'en trouvait sur le terrain en proportion très-supérieure aux besoins qui ont été constatés, c'est qu'on n'a pas su les diriger sur les points où elles étaient nécessaires, car on peut dire qu'elles abondaient.

Entre les causes diverses qui ont pu provoquer une telle anomalie, on n'en citera qu'une, la plus apparente, dont le commandant en chef de l'artillerie aurait pu prévoir et atténuer les inconvénients. Cette cause, qui engage directement la responsabilité du commandant de l'artillerie, c'est l'état de désorganisation dans lequel fut laissée l'artillerie du 6^e corps, au moment même où l'on allait être exposé à rencontrer l'ennemi. La plus grande partie de cette artillerie était à Châlons ou en route pour rejoindre le corps d'armée à Metz; ni la réserve, ni le parc, ni le général commandant n'étaient en core arrivés. Cette artillerie ne reçut un chef que le 21 août et un parc à peu près suffisant que le 26.

Les dispositions, d'ailleurs très-simples, adoptées depuis, pouvaient et devaient l'être, au moins provisoirement, dès le 14 août. De ces diverses mesures, la plus urgente, qui était aussi la plus facile, c'était la désignation d'un commandant général d'artillerie pour le corps d'armée. Ce fut, en effet, l'absence d'une direction quelconque qui se fit surtout sentir dans ces circonstances.

2^e question. — Quelles munitions l'armée laissait-elle, le 16, derrière elle, dans la place?

L'armée, en parlant pour Verdun, laissait à Metz en munitions de campagne immédiatement disponibles, 12,425 coups de canon à obus de 4 et de 12, 824,256 cartouches d'infanterie, modèle 1866.

Une partie de ces ressources (4,113 obus et 824,256 cartouches) composait le chargement de la fraction du grand parc mobile, qu'on avait renoncé (faute d'attelages, a-t-on dit) à emmener, le 14, après qu'il eut été décidé par l'empereur que les équipages de pont suivraient l'armée.

On est toujours un peu surpris d'entendre opposer à tout, comme un obstacle insurmontable, la pénurie de chevaux, dans cette ville qui en était littéralement pleine. Quand les attelages militaires faisaient défaut, ne restait-il pas les attelages de réquisitions? Cela eût suffi pour traîner un grand parc, qui n'est pas une machine de guerre, qui doit toujours chercher à éviter l'ennemi, qui n'est jamais même en relation et encore moins en contact avec les combattants, puisque, entre les corps de troupes et lui, s'interposaient régulièrement les parcs de corps d'armée. Quoi qu'il en soit, le 14, attelant les équipages de pont, à la dernière heure, on renonçait au grand parc.

Le reste des munitions considérées comme disponibles dans Metz composait alors le chargement des

batteries mobiles de la place et de la garnison. Il suffit de jeter les yeux sur les états de livraison de l'arsenal pour juger que ce grand établissement eût pu rétablir au complet, en moins d'un jour, les approvisionnements de campagne empruntés à la défense, et qui n'avaient d'ailleurs pour celle-ci en tout temps, mais surtout en ce moment, qu'une importance très-secondaire. Il ne faut pas s'exagérer l'imminence du péril qui pouvait menacer la ville : les Allemands, encore qu'ils fussent nombreux autour de Metz, ne l'étaient pas assez pour arrêter une armée de 150,000 hommes résolue à passer, et assaillir une place de guerre de premier ordre tout à la fois ; pour combattre l'une, ils devaient laisser l'autre, et, s'il était vrai que l'armée, restant à Metz, couvrit la place, on a pu dire aussi avec raison qu'en se retirant elle la dégagait au moins pour quelques jours ; or, il n'eût fallu à l'arsenal que quelques heures pour recharger les coffres vidés au profit de l'armée.

Le 16 août, à partir de trois heures de l'après-midi, il ne devait rester de doute dans l'esprit de personne sur l'importance et la vivacité de la bataille engagée depuis le matin, et l'on pouvait prévoir que les consommations de l'armée à la fin du jour auraient atteint un chiffre élevé. La préoccupation du ravitaillement s'imposait donc naturellement dès lors au commandant de l'artillerie, sans qu'il fût d'ailleurs nécessaire pour y pourvoir d'attendre ni de préjuger les résolutions ultérieures du commandant en chef, car il est évident qu'à quelque parti qu'on dût s'arrêter, une fois la situation éclaircie et connue, le renouvellement des munitions restait la plus pressante des exigences du moment, la condition première de toutes les combinaisons possibles, la précaution essentielle qui permettait de parer à toutes les éventualités.

Cette initiative appartenait au chef du service de l'artillerie : un avis expédié à Metz vers trois heures y serait parvenu au plus tard à cinq ; on avait alors toute la soirée d'un long jour d'été pour donner les ordres préparatoires d'exécution.

Les munitions étaient toutes chargées, en caisses ou en coffres montés sur roues ; il ne restait donc qu'à désigner les attelages, à former les colonnes, à indiquer les destinations et les itinéraires respectifs de celles-ci. Ces convois pouvaient être prêts à partir le 17 à quatre heures du matin, l'avis définitif de mouvement restant subordonné aux résolutions que le maréchal aurait arrêtées dans la nuit. Ces mesures, de simple prévoyance, n'empiétaient donc sur les attributions ou les prérogatives de personne.

La pénurie d'attelages n'était pas davantage un obstacle ; il ne s'agissait plus, en effet, le 16 au soir, de faire suivre l'armée en retraite d'un parc supplémentaire ; il s'agissait seulement de combler des vides dans les batteries et les attelages empruntés au service et à la garnison de la place pour amener, le 17, des caissons pleins sur les emplacements où

les corps avaient combattu la veille, et fussent rentrés en ville trois ou quatre heures plus tard avec les caissons vides échangés.

L'opération, préparée avec soin et commencée en temps opportun, pouvait être terminée à huit heures du matin.

On procéda tout différemment. D'abord on négligea d'utiliser les 5,308 coups à obus de 4 composant le chargement des batteries sorties de la place, des batteries de la division Laveaucoupet et de la batterie de montagne ; on ne s'occupa que de la fraction du grand parc. On attendit, pour aviser le commandant de la place et le directeur de l'arsenal des besoins de l'armée, que la bataille fût finie et que le maréchal eût fait connaître ses intentions. Cet avis expédié très-tard ne parvint en ville qu'à une heure avancée de la nuit. Le convoi, réuni seulement dans la matinée, ne put quitter Metz, le 17, qu'à midi ; retardé encore au passage des portes, il n'arriva à destination qu'à quatre heures du soir ; enfin cette destination était Plappeville, à l'extrême gauche de l'armée. Les corps, avant de s'y ravitailler, devaient faire connaître leurs consommations respectives et envoyer chercher ensuite la part proportionnelle allouée à chacun d'eux dans la répartition faite au parc.

Mais les ordres donnés le 17 pour cette répartition ne furent pas bien compris ni assez tôt exécutés ; peut-être ne parvinrent-ils pas non plus sans difficultés aux troupes, qui étaient toutes en mouvement depuis le matin ; sur certains points même ils ne furent connus que le lendemain ; de là du trouble, quelque émoi et un grand retard dans le ravitaillement, qui ne s'opéra que le 18, à une heure avancée, pendant la bataille de Saint-Privat et assez irrégulièrement d'ailleurs. Toutes ces circonstances, qu'on peut suivre en détail dans les dépositions des témoins entendus et dans la correspondance des divers états-majors d'artillerie, expliquent parfaitement les mécomptes de la journée du 18 ; mais elles ne prouvent pas le moins du monde qu'il fût impossible de prévenir ces difficultés par des mesures opportunes, dont on ne rencontre nulle part la moindre trace, et elles ne pouvaient d'ailleurs exercer aucune influence sur les résolutions du maréchal, arrêtées le 16 à minuit. Dès ce moment, en effet, la marche sur Verdun se trouvait suspendue, et ce qui arriva depuis lors n'entraîne évidemment pour rien dans ce revirement.

Le ravitaillement qu'il était possible d'amener à l'armée, le 17 au matin, reportait l'approvisionnement à..... 204 obus par pièce.

C'était donc seulement relativement à la situation initiale du 16 au matin..... 246 —
Une déduction de..... 42 —

On a à peine le sixième de ce premier approvisionnement..... 204

QUATRIÈME PARTIE

Troisième section.

ÉTUDE SUR LES SUBSISTANCES

Préliminaires.

L'armée et la place de Metz ont tenu jusqu'à leur dernier morceau de pain. Ce fait donne à la question des subsistances une importance capitale.

A-t-on pris à temps les mesures nécessaires pour constituer les approvisionnements suffisants ?

Une fois la place investie, la consommation a-t-elle été réglée de manière à assurer le maximum de durée de résistance ? Telles sont, ainsi que nous l'avons dit dans un chapitre précédent du rapport, les deux grandes divisions de cette étude spéciale.

L'instruction serait évidemment incomplète si le champ de ses recherches était restreint aux mesures ordonnées par le maréchal Bazaine, relativement au service des subsistances. Il convient donc de constater, préalablement, quelle était à ce point de vue la situation au début de la guerre et pendant la première période des hostilités, afin de préciser dans quelles conditions le maréchal a reçu le commandement ; on pourra ainsi apprécier exactement dans quelle limite est renfermée la responsabilité qui lui incombe de ce chef.

Cette recherche est d'autant plus nécessaire que le conseil d'enquête appelé à donner son avis sur la capitulation de Metz a blâmé le général commandant supérieur au sujet des mesures relatives aux subsistances. Cette circonstance commande de soumettre la conduite tenue par cet officier général au même examen que celle du commandant en chef, afin de faire ressortir nettement la part qui doit être attribuée au maréchal Bazaine dans les actes qui ont amené le résultat final.

L'étude sur les subsistances a nécessité l'établissement d'un certain nombre de tableaux, situations d'effectif, tarifs de rationnement, statistiques agricoles, relevés de consommation, etc., qui sont réunis à la fin du rapport dont ils forment un complément indispensable.

PREMIÈRE PÉRIODE

CONSTITUTION DES APPROVISIONNEMENTS.

CHAPITRE PREMIER

Formation des approvisionnements de l'armée au début de la guerre au 6 août.

Situation au début de la guerre.

Lorsque la guerre fut décidée, Metz, comme toutes les autres places de la frontière du nord-est, ne ren-

Quant à la dépense en cartouches d'infanterie (1,000,000), elle était presque complètement convertie par l'arrivée du parc mobile (824,256).

Quelles que fussent, le 16 août, les véritables intentions du maréchal, on doit reconnaître que le général Soleille a mal servi ce jour-là les intérêts de l'armée.

En déclarant sans motifs plausibles et contre toute vraisemblance que les consommations avaient atteint, dans la journée, le tiers ou la moitié de l'approvisionnement total de l'armée ; en négligeant d'autre part d'assurer, par des mesures de prévoyance très-simples, qui lui incombent naturellement, le ravitaillement de l'armée dès la matinée du 17, en prévision d'une marche en avant, le commandant de l'artillerie assumait sur lui-même une certaine part de responsabilité dans les résolutions du maréchal ; car, s'il est vrai que ce dernier se soit réellement décidé par d'autres considérations que les renseignements inexacts qui lui étaient communiqués sur l'état des munitions, ces indications erronées lui permettaient du moins de couvrir sa conduite, aux yeux de tous, d'un prétexte spécieux qu'il n'a eu garde de négliger.

Troisième question. — Quelles munitions l'armée traînait-elle à sa suite, lors de la démonstration du 26 août ?

Elle traînait :

100,446 coups de canon à obus, 20,203,376 cartouches d'infanterie, ce qui représentait un approvisionnement moyen de :

230 obus par pièce, et de 202 cartouches par homme pour 438 bouches à feu et 100,000 fantassins combattant.

Cette situation, comparée à celle du 16 au matin, était donc aussi satisfaisante que celle-ci.

Quatrième question. — Quelles munitions l'armée laissait-elle dans la place ?

Il ne restait dans Metz d'autres munitions de 4 de campagne que l'approvisionnement rigoureusement nécessaire aux pièces de ce calibre affectées à la défense.

Les munitions de 12 et les cartouches d'infanterie étaient abondantes.

Le 16 août, les routes étaient libres : elles l'étaient encore, ou à peu près, le 26. Pourquoi l'armée n'est-elle pas partie ? pourquoi tant d'hésitations et de lenteurs ? La dépêche du maréchal, datée de Gravelotte le 16 à minuit, la déclaration du général Soleille à la conférence de Grimont le 26 n'en ont pas donné l'explication véritable ; ni le 16, ni le 26 les munitions ne manquaient à l'armée.